

Entre craintes et espoirs : ce que l’Afrique attend du Sommet humanitaire mondial

Abdoul Aziz Diallo • Croix-Rouge sénégalaise

Parce qu’elle est le lieu de multiples crises humanitaires d’ampleur, l’Afrique sera assurément au cœur des débats à Istanbul. Mais c’est aussi parce que les organisations locales et nationales qui s’activent sur tout le continent ont développé une expertise, nourri une réflexion et apporté des propositions au fil du processus de ce Sommet qu’elles doivent être entendues. Fortes de leur expérience, elles peuvent enrichir ce projet de réforme de l’aide humanitaire.

L’Afrique est incontestablement le continent qui attire aujourd’hui les regards des analystes financiers, lesquels voient se dessiner les contours d’une émergence économique avec de forts taux de croissance, dont la moyenne se situerait aux alentours de 6%. De telles données sont également mises en avant par les politiques pour saluer les performances des programmes de développement initiés. Il convient, toutefois, de s’interroger sur leurs incidences dans le vécu de la grande masse des populations africaines et dans la transformation qualitative de leur condition d’existence.

Une croissance sans bénéficiaires ?

Profitant encore bien peu des bienfaits de cette croissance, ces populations demeurent toujours confrontées aux défis humanitaires engendrés par des catastrophes naturelles et sanitaires, auxquelles s’ajoutent l’urbanisation sauvage des grandes villes avec son lot de délinquance, de conditions d’existence précaires, la dégradation de leur environnement du fait du changement climatique, les actes de terrorisme et le phénomène de la migration. Tous ces défis les exposent quotidiennement à des drames humanitaires et entament leur espoir de sortir de la pauvreté qui laisse sur le chemin son lot de personnes déplacées, sans-abri, affaiblies, malades et sans repères sociaux.

Au nord du continent, les groupes terroristes étendent progressivement leurs tentacules, n’épargnant aucune région. Au centre, les effets désastreux causés par le virus hémorragique Ebola se sont traduits par des milliers de décès, la déstructuration des valeurs sociales et le quasi-anéantissement de structures médicales déjà fragiles¹. Au sud et à l’est, le cycle des sécheresses n’en finit pas. Il est dès lors naturel que naissent et s’expriment des craintes de voir les conditions de vie des populations africaines se dégrader davantage et que ces dernières soient les grandes oubliées de leurs gouvernements et des organisations humanitaires.

¹ Voir le numéro inaugural de la revue *Alternatives Humanitaires* dont le dossier était consacré à Ebola : <http://alternatives-humanitaires.org/fr/category/focus-fr/ebola-la-fin-du-cauchemar/> Le bilan officiel le plus récent fait état de 11 315 morts pour 28 637 cas recensés, essentiellement en Guinée, Sierra Leone et Libéria : <http://www.lematin.ch/monde/La-fin-du-cauchemar-d-Ebola-en-Afrique/story/29366532>

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Reconnaître et valoriser le rôle des acteurs humanitaires africains

Une telle situation impose aux leaders africains de réfléchir et de poser de nouveaux jalons lors du Sommet humanitaire mondial qui se tiendra à Istanbul. Il leur faudra plaider pour une nouvelle vision de l'action humanitaire, une plus grande solidarité et moins de mainmise opérationnelle des structures onusiennes et des ONG internationales au profit d'une responsabilité et d'une implication plus grandes reconnues aux ONG africaines. Mais les leaders politiques, tout comme ceux de la société civile africaine ne sont pas quittes de leurs responsabilités vis-à-vis des populations dans leur gestion des opérations humanitaires. Elles exigent en effet de plus en plus, quelquefois avec violence, le respect des Droits de l'homme, notamment ceux à être mieux gouvernées et assistées.

Dans son message annonçant, en 2013, le lancement de la préparation du Sommet humanitaire mondial, le Secrétaire général des Nations unies avait relevé combien celui-ci était appelé à constituer un tournant pour l'humanité². De fait, il représente l'occasion idéale pour l'Afrique, par son expérience même, de se positionner non plus en « partenaire remorqué », mais en acteur central, au cœur de toute stratégie et de toute intervention. Elle dispose à cet effet d'arguments à faire valoir, en particulier la connaissance de ses populations, des réels besoins, des réponses adéquates aux situations humanitaires et de la manière dont celles-ci doivent être gérées.

Ainsi, nous observons de nouveaux paradigmes sociologiques de l'assistance, notamment la présence de courants religieux qui impactent négativement les attitudes de la population face aux actions humanitaires. Il en va ainsi du refus des vaccins ou des incitations à ne pas respecter les recommandations pour des enterrements sécurisés dans le cas des victimes du virus Ebola. À cette situation déjà très préoccupante s'ajoutent les conséquences des actions terroristes des djihadistes qui occasionnent un nombre important de morts et de blessés parmi les populations civiles.

Mais la protection des humanitaires, qui ne sont pas épargnés par des attaques en tous genres, doit aussi représenter une préoccupation majeure. Cette situation a été particulièrement préoccupante en Guinée lors de la gestion de la crise du virus Ebola où la méconnaissance des mécanismes sociaux a entraîné des réactions négatives et des drames dont ont été victimes des intervenants humanitaires : « Lors des opérations d'assistance aux victimes du virus Ebola, les volontaires de la Croix-Rouge ont été en de multiples occasions exposés à la vindicte populaire, agressés et leurs véhicules endommagés sous le prétexte qu'ils sont les sources de cette maladie, les causes de leur drame et des fossoyeurs »³. Un tel récit révèle combien il est nécessaire de connaître les ressorts sociologiques des populations et de les intégrer dans les approches d'intervention.

Si beaucoup d'acteurs humanitaires africains jouent un rôle essentiel, qu'il nous soit permis de souligner ici le travail remarquable que réalisent les sociétés de Croix-Rouge et du Croissant-Rouge puisque ce sont elles que nous connaissons le mieux. Les milliers de volontaires de ces structures de secours et d'assistance, uniques dans leur genre par leur qualité d'auxiliaire des pouvoirs publics et leur présence sur toute l'étendue de leur territoire, représentent des atouts

² Ainsi déclarait-il : « Nous devons partager les meilleures pratiques et trouver des moyens novateurs de rendre l'action humanitaire plus efficace et inclusive. [...] La seule façon de répondre aux besoins futurs passe par des partenariats efficaces et novateurs avec les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les communautés locales, et de nouveaux partenaires tels que le secteur privé et la philanthropie ». <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=31167#.VwJ2LPmLSUk>

³ Témoignage recueilli lors d'un entretien avec les volontaires de la Croix-Rouge guinéenne, lors de la réunion de partenariat de cette société nationale en février 2016.

majeurs et une valeur ajoutée dans les interventions. Quels que soient le terrain d'opération et les défis auxquels ils font face, ces volontaires sont toujours présents et engagés. Ils méritent que, à l'occasion de ce Sommet, leurs voix soient portées par l'Afrique, théâtre de la majorité des interventions humanitaires. Leur place, leur protection et les relations de leurs sociétés nationales avec les autres intervenants doivent ainsi être pour les représentants africains des sujets à débattre à Istanbul, comme ce fut le cas lors de la dernière Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge qui s'est tenue à Genève en décembre 2015.

Finances et résilience

L'accès aux financements est un aspect évidemment crucial de l'action humanitaire qui se pose avec d'autant plus d'acuité pour les ONG africaines. Rares sont celles qui reçoivent des fonds de leurs gouvernements et, d'ailleurs, dans la grande majorité des pays aucun dispositif financier leur permettant de soumettre des projets d'assistance n'est prévu : pour exister, elles n'ont d'autre choix que d'être à la remorque des organisations internationales étrangères.

Selon le dernier rapport 2015 sur l'Aide humanitaire internationale, les ONG nationales et locales n'ont reçu que 0,2 % des financements en 2014 (contre 0,4 % en 2012), alors qu'elles sont en première ligne pour répondre aux besoins humanitaires des communautés affectées⁴.

Un rapport, publié également en 2015 dans le cadre de l'initiative *Future Humanitarian Financing*, évoquait l'idée d'une grande négociation pour instaurer les meilleurs modes de collaboration entre bailleurs de fonds, agences des Nations unies et autres parties prenantes du monde humanitaire⁵. Il proposait des recommandations sur la nécessité d'un dialogue plus soutenu avec les acteurs locaux et nationaux et le besoin d'alléger la bureaucratie et de réduire les causes d'inefficacité pour limiter les coûts d'intervention. La coordination des différents intervenants se pose en effet avec des divergences d'approche et de gestion qu'il faut, dans un souci d'une grande efficacité, structurer et harmoniser.

Mais l'assistance aux communautés impactées par des catastrophes doit, selon nous, accorder une place de choix à la résilience, une exigence qui rejoint la préoccupation financière. En effet, en aidant les populations à développer leurs capacités de résistance et de rebondissement face à n'importe quel désastre, l'approche résilience contribue à renforcer leur conscience qu'elles ne doivent pas toujours se nourrir de l'assistance ni s'y complaire, mais qu'en somme l'aide doit leur permettre de se passer de l'aide.

Cependant, cette approche reste elle-même contrainte par son mode de financement qui est distinct de l'aide humanitaire d'urgence. Or, de notre point de vue, ces urgences doivent être accompagnées et soutenues par des programmes de résilience qui non seulement répondront aux situations de détresse, mais contribueront à réduire progressivement les vulnérabilités et à amener les communautés vers leur développement.

Cette conviction rejoint les conclusions d'un rapport produit en décembre 2014 pour le Comité permanent interorganisations (CPI/IASC en anglais), l'Organisation des Nations unies pour

⁴ Global Humanitarian Assistance, *Aide humanitaire internationale. Résumé du rapport 2015*,

http://www.globalhumanitarianassistance.org/wp-content/uploads/2015/06/GHA-Report-2015_Resume-du-rapport.pdf

⁵ Cafod, FAO et World Vision, *Looking Beyond the Crisis*, 2015, <http://www.urd.org/IMG/pdf/FHFpdf-2.pdf>

l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque mondiale⁶. Selon ce rapport, si l'aide humanitaire permet de sauver de nombreuses vies, elle maintient des populations dans la dépendance. Installer une synergie de stratégies d'assistance entre « humanitaires de l'urgence » et « humanitaires de la résilience » nous semble plus que jamais une voie incontournable.

Jalons d'une nouvelle manière de faire de l'humanitaire

Face aux situations humanitaires qui s'intensifient autant qu'elles se diversifient par leur nature – désastres sanitaires, naturels, menaces terroristes, conflits armés, migrations, changement climatique –, face à la complexité de coordination des interventions, face à la présence de forces armées⁷, face aussi aux craintes d'une raréfaction des financements, les représentants africains à Istanbul devront initier des échanges objectifs, motivés et déterminés. Pour peser dans les orientations et sur les mécanismes de financement, pour revendiquer leur responsabilité dans la coordination et leur implication dans les assistances au profit de leurs populations, ils devront savoir faire part de leurs attentes propres et de celles de leurs populations.

Publié en décembre 2015, le rapport du Groupe des experts indépendants des Nations unies sur l'action humanitaire – intitulé *Too important to fail* (« Trop important pour échouer »)⁸ – a abordé l'ensemble des contours de l'action humanitaire. Il pointe du doigt les difficultés dans le financement, les rivalités des acteurs, les relations humanitaire/développement. Les analyses et propositions qui y figurent ne sont pas la panacée, mais elles ont le mérite de poser des jalons qui peuvent permettre d'aller de l'avant et d'envisager autrement l'assistance humanitaire. Si rien de nouveau n'a été inventé dans cette étude, la pertinence des arguments développés sur des thématiques touchant tous les aspects de l'action humanitaire dessine les leviers qui permettront enfin d'innover. Le Sommet humanitaire mondial qui s'annonce doit impérativement aider à les actionner et cela ne se fera pas sans la participation active des organisations humanitaires africaines.

Biographie • Abdoul Azize Diallo

Président de la Croix-Rouge sénégalaise. Inspecteur principal de l'Éducation populaire à la retraite, il a suivi ses études à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Élu président de la Croix-Rouge sénégalaise en octobre 2010, il a été réélu en janvier 2014. Abdoul Azize est également membre du bureau de l'Association des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge francophones d'Afrique et membre du Conseil d'administration de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (FICR). Il est par ailleurs consultant en développement organisationnel.

⁶ Organisation internationale pour les migrations, *Making the Links Work: How the humanitarian and development community can help ensure no one is left behind*, 9 décembre 2014,

http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/WEurope/2014/Making_the_Links_Work.pdf

⁷ Cette situation mérite d'être évoquée au regard de la neutralité et de l'impartialité qui doivent sous-tendre toute assistance humanitaire : les ONG doivent mener leurs opérations sans ingérence, ni pressions extérieures.

⁸ High-Level Panel on Humanitarian Financing Report to the Secretary-General, *Too important to fail. Addressing the humanitarian financing gap*, December 2015, <http://www.un.org/news/WEB-1521765-E-OCHA-Report-on-Humanitarian-Financing.pdf>

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : Abdoul Azīze Diallo, « Entre craintes et espoirs : ce que l'Afrique attend du Sommet humanitaire mondial », Alternatives Humanitaires, n° 2, mai 2016, p. 84-91, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2016/05/07/entre-craintes-et-espoirs-ce-que-lafrique-attend-du-sommet-humanitaire-mondial/>